

For-profit health care

Medicare has existed in Canada for 50 years, guaranteeing access to physician and hospital services regardless of a person's ability to pay. In recent years, Canada has experienced creeping privatization and for-profit delivery of health care services which has led to the illegal billing of patients, lower quality of care, unnecessary medical tests, and pressure on patients to buy.

\$ Two reports in 2017 showed for-profit clinics across the country are illegally billing patients or misleading them into thinking they have to pay for publicly covered services.

88 private clinics across Canada have been illegally billing patients.

– Ontario Health Coalition, 2017

\$ Boutique clinics are common in major urban settings in Canada. They offer “executive” services which have been shown to lead to unnecessary medical tests which may do more harm than good.



\$ For-profit diagnostic imaging centres have been established in Saskatchewan and Manitoba. Although they provide fewer images than the new public MRIs, the provincial governments promote them as an “innovation” in health care delivery.

\$ The for-profit plasma industry has opened clinics in 2 provinces in Canada, with plans to open many more. They set up in vulnerable communities and pay people for their blood plasma and then sell it on the international market.

\$ A doctor in British Columbia has taken his province to court arguing for the right of physicians to charge both the public system and the patient for the same procedure. He also argues there should be no cap on private fees for health care so doctors can charge whatever the market will bear.

\$ For years patients in Quebec were charged for services such as eye drops (up to \$300), inserting an IUD (up to \$200), and instruments and medication for a colonoscopy (\$500).

The Federal Government's Role and Responsibility

The federal government is responsible for monitoring and enforcing the Canada Health Act (Act). All provinces and territories must provide medically necessary health care services that are: publicly administered, universal, comprehensive, accessible, portable and delivered without user fees or extra-billing.

To enforce the Act, the federal government can withhold health transfer money from offending provinces and territories. However, in recent years the federal government has chosen to turn a blind eye.

Les soins de santé à but lucratif

L'assurance-maladie existe depuis 50 ans au Canada. Ce régime public assure l'accès aux services médicaux et hospitaliers sans égard à la capacité à payer. Au cours des dernières années, la privatisation et la prestation à but lucratif de services de santé ont sournoisement fait leur place au Canada, et on doit maintenant composer avec la facturation illégale, une diminution de la qualité des soins, des tests médicaux inutiles, et une pression exercée sur les patients pour qu'ils achètent les soins.

\$ Selon deux rapports publiés en 2017, les cliniques à but lucratif du pays facturent illégalement les patients ou leur font croire qu'ils doivent payer pour des services couverts par le régime public.

\$ Les cliniques « boutiques » sont chose commune dans les grandes régions urbaines. Elles offrent des services « haute gamme » qui, selon les données, exigent des tests médicaux inutiles pouvant faire plus de tort que de bien.



\$ Un médecin de la Colombie-Britannique poursuit la province en faisant valoir l'argument selon lequel les médecins ont le droit de facturer le système public et le patient pour la même intervention. Il fait valoir que les honoraires privés ne devraient pas être plafonnés et que les médecins peuvent facturer toute somme que le marché peut assumer.

88 cliniques privées au Canada ont facturé illégalement des patients.
– Coalition ontarienne de la santé, 2017

\$ Des centres à but lucratif d'imagerie diagnostique se sont établis en Saskatchewan et au Manitoba. Bien qu'ils fournissent moins d'images que les nouveaux appareils d'IRM du secteur public, les gouvernements provinciaux en font la promotion en les qualifiant « d'innovation » dans la prestation des soins de santé.

\$ L'industrie à but lucratif de cueillette du plasma a ouvert des cliniques dans deux (2) provinces du Canada et prévoit en ouvrir davantage. Des collectivités vulnérables sont ciblées et les gens sont payés pour leur plasma sanguin qui est ensuite vendu sur les marchés internationaux.

\$ Pendant des années, au Québec, les patients se sont vus facturés des services, notamment des gouttes ophtalmiques (jusqu'à 300 \$), l'insertion d'un dispositif intra-utérin (jusqu'à 200 \$), et des instruments et des médicaments pour une colonoscopie (500 \$).

Rôle et responsabilité du gouvernement fédéral

Le gouvernement fédéral a la responsabilité de superviser et de mettre en application la *Loi canadienne sur la santé*. Les provinces et les territoires doivent offrir les services de santé nécessaires en respectant les conditions suivantes : administrés par l'État, universalité, intégralité, transférabilité et dispensés sans frais modérateurs ou surfacturation.

Le gouvernement fédéral peut refuser le transfert fédéral en matière de santé aux provinces et territoires qui ont violé la loi. Toutefois, dans les dernières années, le gouvernement fédéral a choisi de fermer les yeux.